

DÉBATS

XPress pour défendre les journalistes et les lanceurs d'alerte

Quand le droit d'informer se trouve menacé, il est urgent de réagir.

THIERRY DENOËL (LE VIF/L'EXPRESS), MEHMET KOKSAL (JOURNALISTE INDÉPENDANT),

BRAM SOUFFREAU (APACHE), FONDATEURS DE L'ASBL XPRESS

Mieux protéger les journalistes, leurs sources et les lanceurs d'alerte ? Est-ce encore nécessaire de nos jours ? Nous en sommes convaincus, surtout à la lumière des attaques, harcèlements et intimidations répertoriés en Belgique par le Conseil de l'Europe. C'est pourquoi nous lançons au niveau belge l'association XPress. « X » pour le sparadrap de la censure et « Press » en référence au quatrième pouvoir qui est ciblé. « Express » pour la rapidité de réaction que nous voulons mettre en place dès qu'un(e) journaliste est visé(e).

Notre objectif est d'offrir une assistance spécifique et inédite aux journalistes (également non professionnels), à leurs sources et aux lanceurs d'alerte qui se voient brutalement ou systématiquement ciblés dans une intention manifeste d'intimidation. Ce service sera complémentaire à la défense déjà offerte par les éditeurs de presse et par l'Association des journalistes professionnels (AJP), qui soutient notre initiative. Concrètement, nous rendrons publics les cas d'attaques et de harcèlement. Nous proposerons une aide financière, juridique, technique à ceux qui en ont besoin, dans les limites de nos moyens. Nous encouragerons des investigations qui viendront renforcer les enquêtes journalistiques visées. Nous sensibiliserons l'opinion publique sur la

question de ces menaces à la liberté de la presse et leur impact sur le droit d'accès à l'information.

En Belgique, ces dernières années, les enquêtes d'investigation se sont multipliées et les pressions se sont intensifiées à l'encontre des journalistes d'investigation ou sportifs. Nous constatons une multiplication des plaintes pénales ou des requêtes répétitives auprès du Conseil de déontologie journalistique (CDJ) et le Raad voor de Journalistiek (RvdJ). Ces procédures entraînent beaucoup de stress et de longs investissements en temps et en argent pour ceux qui sont obligés de se défendre. Récemment, des plaintes en cascade ont touché Le Vif/L'Express et Apache (dont font partie deux signataires de cette opinion et fondateurs de XPress). En consacrant d'importants moyens à leur défense, les professionnels de l'information, surtout s'ils ont le statut d'indépendant, n'ont plus le temps d'exercer leur métier, ce qui met gravement en

danger la mission d'informer dans une société démocratique.

L'association XPress voit le jour pour défendre, de manière générale, le journalisme d'investigation et l'accès à l'information en Belgique, sous toutes ses formes. Aussi bien les rapports annuels du CDJ et RvdJ que les statistiques de la plateforme du Conseil de l'Europe sur la protection et la sécurité des journalistes indiquent que, ces dernières années, les violations se multiplient à l'égard des journalistes. Ce sont les autorités publiques qui constituent la source principale de ces attaques. Celles-ci sont davantage déclarées infondées par le CDJ qu'auparavant.

Ces plaintes sont vécues comme un véritable harcèlement. Le but de XPress n'est évidemment pas de soustraire les journalistes à leurs responsabilités et aux règles de déontologie qu'ils doivent respecter ni d'empêcher le public d'exercer son droit à ester en justice. Notre objectif est d'empêcher les attaques, intimidations ou harcèlements envers les journalistes qui n'ont fait qu'exercer leur profession dans l'intérêt public. Quand le droit d'informer se trouve menacé, il est urgent de réagir. Nous avons décidé de le faire en attendant le soutien de l'opinion publique. Exprimons-nous pour défendre les journalistes, les lanceurs d'alerte et leurs sources qui militent pour notre droit à l'accès à l'information d'intérêt public... avant qu'il ne soit trop tard. ▣

« CE SONT LES AUTORITÉS PUBLIQUES QUI CONSTITUENT LA SOURCE PRINCIPALE DE CES ATTAQUES. »